

Lasso n'accepte pas les propositions de la CONAIE



Quito, 5 octobre (RHC) La première rencontre entre le chef d'état de l'Équateur, Guillermo Lasso, le président de la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur (Conaie), Leonidas Iza, et d'autres dirigeants s'est achevée sans une position commune.

Les dirigeants autochtones sont arrivés au palais de Carondelet, siège de l'Exécutif, lors d'une marche pacifique, où ils ont été accompagnés par des organisations sociales, syndicales et étudiantes.

"Sur les questions soulevées, surtout sur la question des combustibles, il n'y a aucune ouverture du président de la République", a déclaré Iza à la sortie de la réunion.

La question de l'augmentation des carburants a été l'un des six points présentés au Président par les dirigeants autochtones. Plus précisément, ils ont demandé l'abrogation des trois décrets qui "augmentent progressivement le prix des carburants" chaque mois.

Il s'agit des décrets exécutifs 1158, 1183 et 1054, émis par l'ancien président Lenín Moreno en 2020, qui ont permis la libéralisation des prix des carburants et la variation, avec augmentation, de leur valeur chaque mois.

Iza a déclaré qu'il a demandé, "en toute clarté", que le prix de ces produits soit gelé et que des mécanismes soient mis en place "pour garantir que le carburant soit subventionné dans les secteurs qui en ont réellement besoin".

Les autres questions qui ont conduit à la table étaient : la demande du refinancement de crédits de tout le système financier du pays à ses clients, après avoir critiqué le fait qu'en Equateur, en pleine pandémie, le système bancaire a gagné "plus de 377 millions de dollars l'année dernière"; l'élaboration d'une politique sur le problème auquel sont confrontés les producteurs et les agriculteurs; le rejet de la flexibilité du travail, concrétisé par la "loi d'aide humanitaire" adoptée l'année dernière, et que l'on cherche à approfondir avec la 'Loi de Création d'Opportunités' proposée par Lasso.

Ils ont également rejeté les interventions minières et pétrolières, qui ont provoqué des impacts négatifs sur l'environnement et dont les bénéfices ne parviennent pas aux communautés; et ils plaident pour la garantie des droits collectifs des citoyens.

Les autorités gouvernementales ont indiqué qu'elles travaillaient dans des domaines tels que l'agriculture, l'élevage, le tourisme et divers secteurs stratégiques. Aussi sur la transition écologique et le changement climatique.

"Mon devoir est de donner la priorité à l'utilisation de l'argent de l'État pour des causes importantes telles que l'éradication de la malnutrition chronique des enfants, la lutte contre la faim et les bénéfices pour les plus vulnérables", a déclaré Lasso.

Sur la question des carburants, il y a quelques semaines, le président Lasso a déclaré qu'il n'abrogerait pas les décrets. Ce lundi, au cours du dialogue, il a expliqué que "la pandémie a triplé le prix des transports à l'échelle mondiale et une partie de la hausse des prix est liée à la hausse du transport international de marchandises et du pétrole".

Face au refus du Gouvernement de répondre à leurs demandes, la Conaie a annoncé que, tout en respectant l'espace organique de l'organisation, elle convoquera ses bases pour réaliser un conseil élargi et prendre des décisions sur les mesures à prendre.

(Russia Today)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/272644-lasso-naccepte-pas-les-propositions-de-la-conaie>



Radio Habana Cuba